

## Seuls à informer sur le terrain, les journalistes palestiniens sont exposés aux bombardements israéliens, soumis au contrôle du Hamas et, en même temps, soupçonnés d'en être les relais.

*Jean-Paul Marthoz*, chroniqueur au *Soir* (Bruxelles), est l'auteur des livres *Les médias face au terrorisme* (Unesco, 2017) et *En première ligne. Le journalisme au cœur des conflits* (2018). Il a été le correspondant du Committee to Protect Journalists en Europe (2010-2016).

# LE GROUND ZERO DE LA CORRESPONDANCE DE GUERRE

Des torrents de *fake news* amplifiés par des réseaux sociaux déchaînés, un choc frontal de récits, une bunkérisation des sphères d'informations partisans, une dualisation extrême entre la presse « libérale » et les médias populistes : le conflit entre Israël et le Hamas est plus que jamais une guerre de l'information. Mais un chiffre domine toutes les réflexions sur la couverture médiatique : le nombre de journalistes tués. Au moins 95, selon le Comité de protection des journalistes (CPJ), plus de 120 selon des sources palestiniennes, entre le 7 octobre 2023 et fin mars 2024. Cinq à six fois plus qu'en Ukraine en deux ans. Davantage que durant les 25 ans de la guerre du Vietnam. Toutes les victimes, à l'exception de quatre journalistes israéliens tués lors de l'assaut du Hamas et de trois journalistes libanais, sont palestiniennes

Or, comme Israël et l'Égypte ont verrouillé l'accès de la presse internationale à Gaza, sauf sous contrôle militaire israélien, les journalistes palestiniens, qu'ils travaillent pour des médias locaux ou internationaux, sont les seuls professionnels à informer sur le terrain. « Ils sont nos yeux et nos oreilles. Ils jouent un rôle essentiel dans la documentation des horreurs de la guerre. Ils doivent être protégés », déclarait le 15 janvier 2024 Jodie Ginsberg, présidente du CPJ, dans une interview au Reuters Institute for the Study of Journalism.

L'enclave de Gaza est devenue le Ground Zero de la correspondance de guerre. Les journalistes y travaillent dans des conditions dantesques. Exposés aux bombardements et tirs israéliens, constamment sous la menace d'arrestation ou d'actes d'intimida-

tion, victimes de coupures récurrentes de courant et d'internet, ils errent entre des scènes de mort et des hôpitaux débordés, au fil des explosions, des combats et des ordres d'évacuation de l'armée israélienne. Soumis au contrôle du Hamas et, en même temps, soupçonnés d'en être les relais, ils sont aussi confrontés à la mort et à la souffrance de leurs proches. Le drame vécu par le chef de bureau de la chaîne Al Jazira, Wael al-Dahdouh, est devenu le symbole des affres du journalisme. Le 25 octobre, il a perdu sa femme, sa fille de sept ans et son fils de 15 ans dans le bombardement israélien du camp de Nuseirat, où ils avaient trouvé refuge. Le 15 décembre, il a été blessé à la suite d'un tir de missile au sud de Gaza. Le 7 janvier, son fils, journaliste et cameraman d'Al Jazira, a été tué par une frappe israélienne.

Depuis ce funeste 7 octobre, les associations internationales de défense de la liberté de la presse sont en alerte maximale, martelant que les journalistes sont des civils et qu'ils sont protégés non seulement par les Conventions de Genève, mais aussi par des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, en particulier la Résolution 2222 adoptée en 2015, et par l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). Choquée par le nombre de tués, l'association Reporters sans frontières (RSF) a saisi la CPI le 31 octobre 2023 pour « crimes de guerre commis contre des journalistes tués et blessés dans l'exercice de leurs fonctions ». La plainte mentionne également la destruction intentionnelle, totale ou partielle, des locaux de plus de 50 médias à Gaza.



## DES ASSASSINATS ?

Le nombre de journalistes tués soulève une interrogation d'une rare gravité. « Nos consœurs et nos confrères ont-ils été délibérément ciblés ?, s'interrogeaient fin octobre une centaine de journalistes issus des plus grands médias français (AFP, *Le Figaro*, *L'Obs*, *Libération*, France Info, etc.). Tuer des journalistes alors qu'ils ne prennent pas part au conflit constitue un crime de guerre. Nous demandons une enquête indépendante et transparente sur les circonstances de leur mort », ajoutaient les signataires.

Ces accusations de « ciblage des journalistes » sont de plus en plus nombreuses. « Israël assassine des journalistes palestiniens. Où est l'indignation? », s'offusquait le journaliste britannique Chris McGreal dans un article du *Guardian*, publié le 10 janvier 2024. « Ce serait certainement très différent si les morts étaient des journalistes américains ou européens », ajoutait-il. Toutefois, comme le signalait la présidente du CPJ, Jodie Ginsberg, « nous sommes au milieu d'une guerre, il est dès lors extrêmement difficile d'établir de manière définitive si les journalistes sont délibérément visés ».

L'attaque du 13 octobre 2023 au Liban, qui a tué un reporter de l'agence Reuters, Issam Abdallah, et blessé six autres journalistes, donne une idée du défi. Les enquêtes réalisées les jours suivants par l'AFP, Reuters, Amnesty International, Human Rights Watch et Reporters sans frontières laissent peu de place au doute sur l'origine israélienne du tir et sur la visibilité des journalistes. Elles évoquent la haute probabilité d'un tir délibéré, sans toutefois pouvoir en prouver l'intentionnalité.

« Nous ne ciblons pas les journalistes », répètent à l'envi les porte-paroles de l'armée israélienne, en s'arc-boutant sur l'argument que leur pays est « le seul de

Reba Khalid al Ajami, reporter de TRT Arabi, à Rafah, Gaza, le 29 février 2024./ABED ZAGOUT/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

toute la région où la presse peut critiquer son gouvernement ». Mais ils font face à une incrédulité croissante. Le 1<sup>er</sup> février, des rapporteurs spéciaux de l'ONU, dont Irène Khan, Rapporteuse spéciale sur la protection et la promotion de la liberté d'opinion et d'expression, déclaraient « avoir reçu des rapports troublants ». « En dépit d'être clairement identifiables, des journalistes ont été attaqués, écrivaient-ils, ce qui semblerait indiquer (...) une stratégie délibérée des forces israéliennes en vue d'entraver les médias et de réduire au silence le journalisme critique ».

Confrontés à ces accusations, des partisans d'Israël contestent presque systématiquement la qualité de journaliste des correspondants palestiniens, présentés comme des propagandistes, voire des agents du Hamas. Quelques jours après l'attaque du 7 octobre, un site pro-israélien de veille médiatique suggérait que des photo-journalistes de Gaza étaient au courant des préparatifs du Hamas, avant de se rétracter. Mais entretemps, des membres du gouvernement israélien s'étaient déchainés contre ces « journalistes terroristes ». Au risque, soulignait le 9 novembre 2023 la Foreign Press Association, l'association des correspondants étrangers en Israël, que ces déclarations « n'encouragent l'incitation à l'encontre des journalistes documentant la guerre ». Le 12 janvier un porte-parole israélien a repris largement cette équivalence alléguée entre « journalisme et terrorisme palestiniens ». « J'ai parcouru la liste des journalistes palestiniens tués et au moins 20 d'entre eux appartenaient à des médias affiliés au Hamas », affirmait-il.

Certes, « aucun journaliste palestinien n'est un observateur neutre et aucun d'entre eux ne le prétend. Chacun couvre et vit la guerre simultanément », notait Yasmeen Serhan, le 7 décembre 2023 dans un article de l'hebdomadaire américain *Time*, décrivant leur sort avec empathie. Mais malgré sa poigne de fer, le Hamas est loin de contrôler l'ensemble des journalistes basés à Gaza et, en particulier, les correspondants locaux des médias internationaux qui veillent à protéger au maximum leur liberté d'informer. Comme le rappelait Jodie Ginsberg, le Hamas a régulièrement réprimé des journalistes et des médias, en particulier ceux proches de son rival palestinien, le Fatah, ou de pays jugés hostiles, comme l'Arabie saoudite. Fin février, des hauts responsables et « grandes signatures » de plus de 100 médias internationaux, de la journaliste mexicaine Marcela Turati à A. G. Sulzberger du *New York Times*, ont tenu à exprimer, dans une lettre ouverte, leur solidarité avec les journalistes palestiniens informant à partir de l'enclave.

À chaque « incident », le gouvernement israélien promet d'« examiner la question ». Mais cet engagement ne convainc plus guère les journalistes. La mort de la célèbre correspondante d'Al Jazeera, Shireen Abu Akleh, le 21 mai 2022 à Jénine, avait déjà été un partage des eaux. Même si Tsahal, qui avait d'abord pointé du doigt des groupes palestiniens, a finalement reconnu « une haute probabilité d'un tir accidentel israélien » et présenté ses excuses à la famille, ses procrastinations ont été perçues comme une tentative d'« enfumage » et de déni.

Une « énième tentative », ajoutent les organisations de journalistes. En mai 2023, juste un an après la mort de Shireen Abu Akleh, le CPJ a publié une analyse de 20 cas de journalistes (18 Palestiniens, un Britannique et un Italien) dont la mort a été attribuée à l'armée israélienne au cours de 22 ans de conflit. Dans chacun de ces dossiers, notait le CPJ, aucune enquête sérieuse et transparente n'a été menée. « Le résultat est toujours le même. Personne n'est tenu pour responsable ». Ce rapport est d'autant plus embarrassant pour Israël que l'association, basée à New York, ne peut absolument pas être soupçonnée de parti pris pro-palestinien. Ses plus hautes instances sont composées de journalistes de l'establishment médiatique américain et international « au-dessus de tout soupçon », d'Alessandra Galloni, rédactrice en chef de Reuters, à Julie Pace, directrice exécutive d'Associated Press, de David Remnick, rédacteur en chef du *New Yorker* à Alan Rusbridger, ex-rédacteur en chef du *Guardian*.

### PARTI PRIS?

La question du parti pris est au centre de toutes les polémiques. Certains assument leur partialité sans détours. Aux États-Unis, les médias qui forment le vaste éco-système conservateur, de la *National Review* à Fox News, de la page éditoriale du *WSJ* au site de l'Alt-Right, Breitbart News, soutiennent Israël *right or wrong*. Face à eux, quelques médias, beaucoup moins nombreux, comme l'*Arab American News* ou *The Palestine Chronicle*, défendent tout aussi fermement la cause palestinienne.

Toutefois, c'est surtout la grande presse de référence (*New York Times*, *Washington Post*, CNN, Associated

Press), celle sur laquelle s'appuient les décideurs politiques pour donner du sens à des événements chaotiques, qui est sous la haute surveillance des hallebardiers auto-proclamés de l'info. Chaque mot, chaque tournure de phrase, chaque titre, chaque vidéo, chaque opinion, sont décryptés. Le temps d'antenne accordé à chaque camp, la crédibilité de chaque intervenant, la fiabilité ou l'impartialité des sources citées ou interviewées, font l'objet d'un monitoring serré.

Les médias visés tanguent sous les accusations les plus radicales des deux camps. D'un côté, le *Washington Post* est accusé de « relayer aveuglément les chiffres du Hamas sur les victimes civiles » et des reporters du *New York Times* sont qualifiés de « sténographes du Hamas ». De l'autre, ces deux journaux, comme d'autres médias de référence, sont blâmés pour leur « biais pro-israélien », leur « couverture disproportionnée » des victimes israéliennes par rapport aux victimes palestiniennes » ou encore « leur réticence à couvrir les accusations de génocide portées à l'encontre d'Israël ». L'enjeu, officiellement, est de « corriger » des erreurs ou des fautes, mais il est surtout d'intimider des rédactions à cran, voire d'écarter des journalistes contestés.

Ces polémiques, parfois exacerbées par des accusations d'anti-sémitisme ou d'islamophobie, se sont invitées au sein même des rédactions, témoignant, comme le notaient, le 9 novembre 2023 Laura Wagner et Will Sommer dans le *Washington Post*, « des divisions et des frustrations » provoquées par le traitement du conflit. Lauréate du Prix Pulitzer 2023, Mona Chalabi, illustratrice au *New York Times*, n'a pas hésité à critiquer son propre journal et à déplorer « l'asymétrie dans la couverture du conflit », que ce soit dans le langage utilisé ou la place respective accordée aux victimes. À la mi-novembre, plus de 1 500 journalistes américains ont signé une lettre dénonçant le « ciblage délibéré des journalistes » par l'armée israélienne et accusant les grands médias de discréditer « les perspectives palestiniennes, arabes et musulmanes ».

### GÉNÉRATION SARAJEVO

Ces accusations croisées, toutefois, déforment par leurs généralisations les réalités de la scène médiatique américaine. Certes, les médias « libéraux » font presque systématiquement référence aux horreurs du 7 octobre et au « droit d'Israël à se défendre » avant de plaider pour le sort des civils à Gaza, mais cette précaution n'érousse pas leurs critiques de la riposte israélienne. Au *New York Times*, des éditorialistes vétérans comme Tom Friedman ou Nicholas Kristof n'ont pas mâché leurs mots à l'encontre du gouvernement israélien et des journalistes et photo-reporters ont couvert sans concessions l'intervention à Gaza. À CNN, accusée par certains de ses détracteurs de travailler « à l'ombre de la censure militaire israélienne », des journalistes ont démontré leur détermination à « faire leur métier », sans peur ni faveur. En décembre, la chef internationale correspondant de la chaîne, Clarissa Ward, est non seulement entrée à Gaza sans escorte israélienne, mais elle a aussi réalisé des reportages sans fard sur la brutalité des bombardements et l'ampleur des souffrances et des des-

tructions. « Comme Grozny, Alep ou Marioupol, Gaza restera l'une des grandes horreurs de la guerre moderne », déclarait-elle le 14 novembre. Sa collègue, Christiane Amanpour, chief international anchor, n'a pas esquivé non plus le drame humanitaire de Gaza, invitant sur son plateau de nombreuses voix critiques d'Israël. Une partie de la presse juive, à l'exemple de *Forward*, l'héritier du célèbre journal yiddish new-yorkais *Forverts* fondé en 1897, a elle aussi couvert le conflit avec rigueur et donné la parole à des voix hostiles à la politique israélienne.

Ces exemples reflètent un malaise croissant et un lent « pivotement » au sein de l'establishment libéral américain au fil des décennies de colonisation de la Cisjordanie et de droitisation des gouvernements au pouvoir à Jérusalem. Ils reflètent aussi une réalité générationnelle: une partie significative des journalistes « libéraux », qui peuplent les grandes rédactions de référence, s'est formée dans la mémoire de l'Holocauste et dans l'exigence du « devoir de protéger » et du « droit d'ingérence » pour sauver des populations en danger. Cette génération Sarajevo, comme on l'appelle parfois, s'est burinée dans la couverture des guerres ethno-nationalistes ou religieuses, en ex-Yougoslavie et au Rwanda, ou des fiascos occidentaux en Irak, en Afghanistan et en Libye. Le droit International Humanitaire lui sert de boussole. Les crimes de guerre et la justice internationale font partie de son beat, de sa mission. Une approche, souvent inspirée de celle des organisations de défense des droits humains, comme Amnesty International ou Human Rights Watch, qui exige logiquement de juger tous les « acteurs de la guerre » à la même aune du droit, voire d'attendre plus encore de vertu des États, comme les États-Unis et Israël, qui font étalage de leur démocratie. La crédibilité de ces journalistes est d'autant plus grande qu'ils n'ont aucune leçon à recevoir en matière de lutte contre l'anti-sémitisme et qu'ils n'ont pas hésité une seule seconde et au nom de ces mêmes principes à condamner dans les termes les plus durs les violences commises par le Hamas.

## LA FIN DE LA CORRESPONDANCE DE GUERRE ?

Le nombre de journalistes palestiniens tués reflète la nature indiscriminée de la riposte déclenchée par Israël, mais il révèle aussi la volonté de l'État israélien d'empêcher toute forme de reportage indépendant à Gaza. Pour la presse internationale, le piège est total : d'un côté, aucun journaliste étranger n'a été autorisé à entrer dans l'enclave, sauf au sein d'unités de Tsahal, et la presse israélienne, au diapason d'une population traumatisée et révoltée par le 7 octobre, « ne couvre pas », à de rares exceptions, « la souffrance à Gaza », comme le disait Gideon Levy, du journal israélien de centre-gauche *Haaretz*; de l'autre, pratiquement toutes les informations dérangeantes qui sortent de Gaza sans passer par le filtre israélien sont dénoncées comme une propagande du Hamas, même si elles viennent de l'ONU ou de Médecins sans frontières. Un cul de sac informatif. Encore aggravé par l'adoption début avril par la Knesset d'une loi permettant l'interdiction de diffusion en Israël des chaînes étrangères accusées « de por-

## Les médias internationaux sont conscients des risques de la guerre en zone urbaine, mais ils le sont tout autant de leur devoir et de leur droit d'informer sur un conflit d'une ampleur dévastatrice et d'un impact mondial majeur

ter atteinte à la sécurité d'Israël », une mesure visant en premier lieu Al Jazira.

Le contournement de cette impasse est extrêmement difficile. L'OSINT (renseignement de sources ouvertes), le recours aux renseignements de sources publiques (vidéo, réseaux sociaux, satellites, etc.), et les interviews via les plateformes de communications ont permis de désamorcer des *fake news* et de clarifier, c'est-à-dire souvent de complexifier, des incidents contestés, que ce soit à propos des massacres du 7 octobre ou de l'explosion dans le parking de l'hôpital Al Ahli Arabi de Gaza le 18 octobre. Mais l'OSINT « a ses limites », comme le signalait Gretel Kahn, du Reuters Institute for the Study of Journalism. Elle ne remplace pas la présence sur le terrain.

Les médias internationaux, dont les centaines d'envoyés spéciaux piaffent en bordure de Gaza, sont évidemment conscients des risques de la guerre en zone urbaine, mais ils le sont tout autant de leur devoir et de leur droit d'informer sur un conflit d'une ampleur dévastatrice et d'un impact mondial majeur. Ils ont donc multiplié les appels à l'intention d'Israël et saisi, en vain, la Cour suprême israélienne pour qu'elle casse l'interdiction d'accès à Gaza. Ils ont aussi interpellé des gouvernements. « La mort de tellement de journalistes a des répercussions évidentes et profondes sur la capacité du public, y compris du public américain, à être informé sur un conflit aux implications locales, régionales et globales », écrivait le CPJ dans une lettre adressée le 10 janvier au président Joe Biden.

L'enjeu de ce bras de fer est immense, car se soumettre aux règles israéliennes, comme hier aux diktats de la Russie à Grozny ou de la Syrie à Homs, reviendrait à accepter la défaite du journalisme de guerre et à laisser toute la place aux propagandes croisées et à la désinformation chaotique ou organisée. « Il est impossible de saisir l'ampleur de la mort et de la destruction quand on est à l'extérieur de Gaza », écrivaient le 30 janvier des reporters du *New York Times*.

C'est peu dire que ce conflit constitue un des tests les plus exigeants du journalisme international, car il met en cause les fondements de son intégrité et de sa crédibilité : la recherche de la vérité, l'indépendance par rapport à tous les acteurs du conflit et, plus tragiquement que jamais, le sentiment d'humanité. Il force chaque journaliste à définir ses valeurs et sa mission. Au service du droit du public à savoir. Même si, surtout si, celui-ci ne veut pas savoir./